

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE L'ARDECHE  
COMMUNE DE CHOMERAC



**DECISION DU MAIRE**

**Relative à la prescription simplifiée du plan local d'urbanisme  
n° 2024-022**

Le Maire de la commune de Chomérac,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et suivants et L. 153-45 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 18 mars 2019, modifié avec la déclaration de projet emportant une mise en compatibilité du PLU pour le Centre National de Pétanque et de Jeu provençal en date du 25 juin 2024 ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de modifier le plan local d'urbanisme en raison d'une erreur matérielle dans le règlement du PLU ;

Considérant que l'article L. 153-45 du Code de l'urbanisme prévoit que l'évolution du document d'urbanisme peut intervenir dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée dès lors que cette évolution n'entre pas dans le champ de la procédure de droit commun.

Considérant que la modification projetée dans le cadre de la présente procédure peut être effectuée en recourant à une procédure de modification simplifiée puisqu'elle n'a pas pour objet de :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- diminuer ces possibilités de construire ;
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

**DECIDE**

**Article 1 :** Une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme est engagée conformément aux articles L. 153-37 et L. 153-45 du Code de l'urbanisme.

**Article 2 :** Le projet de modification simplifiée vise à corriger l'erreur matérielle inscrite dans le règlement du plan local d'urbanisme. En effet, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et le rapport de présentation prévoient dans l'objectif N°3 de « Développer les activités et les équipements en rapport avec le tourisme », et précise la « Création d'un pôle accueil touristique / centre de formation sportive à la Condamine ». Classé en Zone Ue, il est bien mentionné que la Condamine « sera destinée à la création d'un pôle accueil touristique et centre de formation sportive » (p174 du rapport de présentation).

Toutefois, dans le règlement du PLU, ce projet n'a pas été transcrit conformément aux ambitions affichées. Pour la zone Ue, sur laquelle se situe le domaine de la Condamine, il est précisé que l'hébergement hôtelier et touristique est interdit. Aussi, il convient de corriger cette erreur matérielle afin de mettre en conformité les documents d'orientation et le règlement, en inscrivant que l'hébergement hôtelier et touristique est autorisé.

**Article 3 :** Le projet de modification sera transmis, avant sa mise à disposition au public, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme.

**Article 4 :** Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 seront mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

**Article 5 :** Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

**Article 6 :** A l'issue de la mise à disposition, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera. Le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, sera approuvé par délibération motivée du conseil municipal.

**Article 7 :** La présente décision sera affichée en mairie et sera transmise au représentant de l'Etat conformément à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Il sera donné compte rendu de la présente décision au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 8 :** La présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux, et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03), dans le délai de deux mois suivant sa publication et sa transmission en Préfecture. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Chomérac, le 23 septembre 2024

Le Maire  
François ARSAC

